

AMAPS, QU'AVEZ-VOUS DANS LE PANIER?

Entre petit plaisir de citoyens
et défense de l'agriculture paysanne,
reportage au cœur des associations nantaises

Les Amaps ont le vent en poupe. À Nantes comme ailleurs, ces associations poussent comme des champignons. La région Loire-Atlantique en comptait 16 en 2007, 35 en 2008 et 62 en 2009! Amap pour un oui ou pour un non, Amap partout, on les retrouve jusque dans les murs de Normale Sup' ou de Science-Po Paris¹. Nouvelle mode ou prise de conscience? Derrière les bonnes intentions affichées, **Z** a voulu savoir ce que ces associations en plein développement portaient comme pratiques et comme discours.

Une fois par semaine, sur la butte Sainte-Anne qui domine le chantier naval de Nantes, l'arrière-cour du bistrot de Monsieur Jules accueille la distribution d'une jeune Amap, les « Croqueurs de Bio ». Pommes de terres, poireaux, petits oignons, côtes de blettes et autres légumes cultivés par Benjamin, le maraîcher, côtoient des pains à l'épeautre ou au levain. Entre les clients qui sirotent leur bière au soleil et les enfants qui jouent sur la terrasse, chacun récupère son dû. Comme la majorité des Amaps nantaises, celle des Croqueurs de Bio s'est créée récemment, il y a tout juste six mois. Pour les Croqueurs de Bio, l'arrière-cour d'un bistrot est une aide précieuse. Les amapiens pouvaient déjà commander du pain, ce qui a aidé Olivier, un artisan boulanger, à s'installer, ils pouvaient aussi acheter des volailles et du veau. Ce soir, avec une certaine impatience, les

adhérents vont recevoir leurs premiers paniers de légumes.

Au-delà d'une meilleure alimentation, les amapiens espèrent donner du sens à leur consommation quotidienne. « Il n'y a pas d'argent échangé sur le site, tout est payé d'avance, s'enthousiasme un peu naïvement Aude, à l'initiative des Croqueurs de bio. La relation n'est pas la même, on n'est pas là pour vendre ou acheter. Donc ça permet de discuter, de poser des questions: Comment tu fais ton pain, pourquoi les tomates ne sont pas rouges? Ça permet d'apprendre beaucoup plus sur le travail du producteur, les choix qui se font. » La charte des Amaps², rédigée en mai 2003, précise effectivement que les associations doivent permettre « une sensibilisation aux particularités de l'agriculture paysanne ». Les associations veulent renouer le lien qui sépare habituellement « producteurs »

1. Dans ces grandes écoles ces Amaps sont en fait vidées de toute implications politiques: pas d'engagement envers les producteurs, ni financiers (contrats), ni logistiques (distribution).

2. <<http://www.reseau-amap.org/docs/charte-desamap.pdf>>





et « consommateurs » dans la grande distribution. Elles tentent, disent-elles, de recréer « *un nouvel espace commun* ». Un lieu de rencontres, au-delà du contrat qui engage les amapiens à soutenir un producteur, où pourraient se tisser des solidarités, s'élaborer même d'autres types d'organisation sociale.

C'est dans cette idée que la « Coopérative participative³ », un groupe d'achats et de réflexions pour sortir de la grande distribution, sollicite les Amaps de la région nantaise pour s'opposer au projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, qui prévoit d'anéantir deux mille hectares de terres agricoles et d'expulser une centaine de paysans. En tant qu'associations pour le maintien d'une agriculture paysanne, les Amaps s'y opposeront, certainement. C'est ce que supposent les initiateurs de l'appel. Mais contre toute attente, seule une

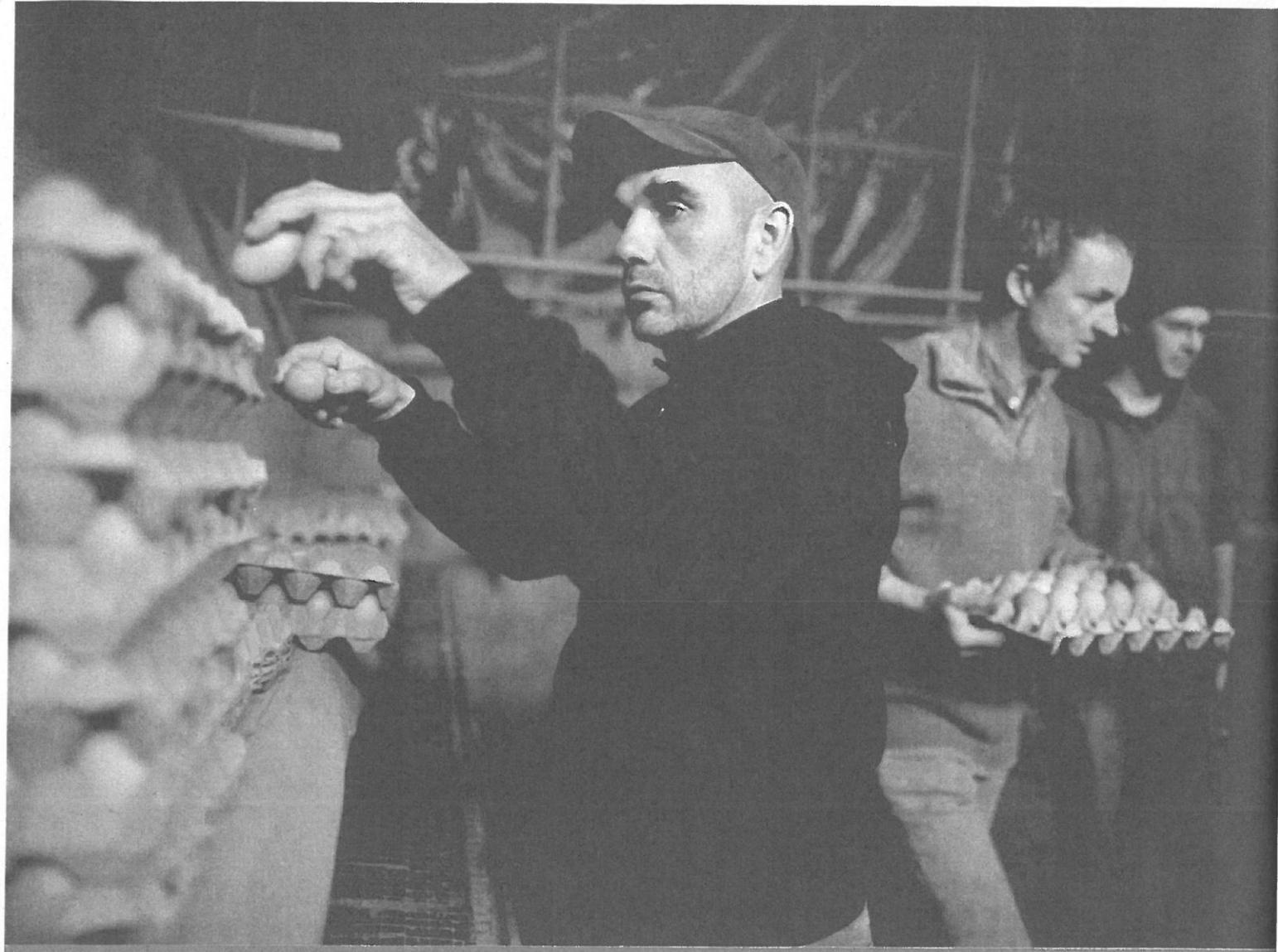
des associations sur la cinquantaine contactée y répond. Le concept d'Amap a-t-il perdu tout sens ? Le silence des Amaps est-il si étonnant ?

UN ESPACE COMMUN, POUR QUOI FAIRE ?

« *Et ça, comment ça se cuisine ?* », s'inquiète une jeune amapienne en se saisissant de sa part de blettes. La plupart des « mangeurs » (ainsi les amapiens se désignent-ils eux-mêmes, comme pour oublier qu'ils restent des consommateurs) expriment un plaisir « *enfantin* » à se remettre derrière les fourneaux. « *Ça oblige à être curieux, à être inventif. Je trouve ça très éducatif* », se réjouit Aude. Si les partisans enthousiastes des Amaps voient dans le développement de ces associations le signe d'une prise de conscience et la possibilité d'un changement profond des comportements de

3. Autre structure nantaise de ré-appropriation de la nourriture, la Coopérative participative, au sein de laquelle « l'engagement s'inscrit avant tout dans une démarche politique », est fondée sur des principes autogestionnaires et libertaires.





consommation, il faut admettre que la plupart des discussions lors de la distribution tournent autour de la gestion des stocks de légumes au cours de la semaine, des diverses manières de les arranger, ou des goûts de chacun. On dépasse rarement les questions de tambouille, et les mangeurs sont très surpris quand celle de l'aéroport est mise sur la table.

« Les gens ne viennent pas ici pour parler de politique »

« Les gens ne viennent pas ici pour parler de politique », admet Benjamin, le maraîcher. Olivier, qui livre son pain dans plusieurs Amaps, l'a lui aussi remarqué : « C'est dommage, c'est plus un mode de consommation qu'un mouvement politique ou qu'un véritable engagement. Ça arrange bien les amapiens de venir chercher un panier plutôt que d'aller au marché, ou d'aller dans un magasin. C'est déjà mieux que d'aller en grande surface, mais le compor-

tement des gens n'est pas toujours très différent : ils viennent, prennent leur panier et se cassent. » De quoi méditer. Effectivement, malgré la convivialité du lieu, rares sont les amapiens restés pour discuter avec Olivier, qui semble parfois esseulé pendant la distribution. Beaucoup de mangeurs voient dans l'Amap un bon moyen pour manger sainement et éviter les déplacements pénibles dans de grandes surfaces embouteillées, rien de plus. Se pose alors la question de ce qu'il reste des principes plus collectifs présents dans la charte des Amaps, comme « la solidarité et les liens actifs avec tous les acteurs locaux œuvrant pour le maintien de l'agriculture durable et d'un commerce solidaire ». Pas grand-chose en réalité. La majorité des amapiens suit vaguement le mouvement, au rythme des paniers bio. Sans trop s'interroger au-delà. Le silence des Amaps au sujet du projet d'aéroport n'est donc pas si surprenant. Comment pourraient-elles s'exprimer à ce sujet, ou à n'importe quel autre, si, en leur propre sein, les amapiens ne partagent rien de plus que des recettes de cuisine ?

Patrice Hurel, l'un des coordinateurs du réseau Amap 44, nuance cette critique. Pour

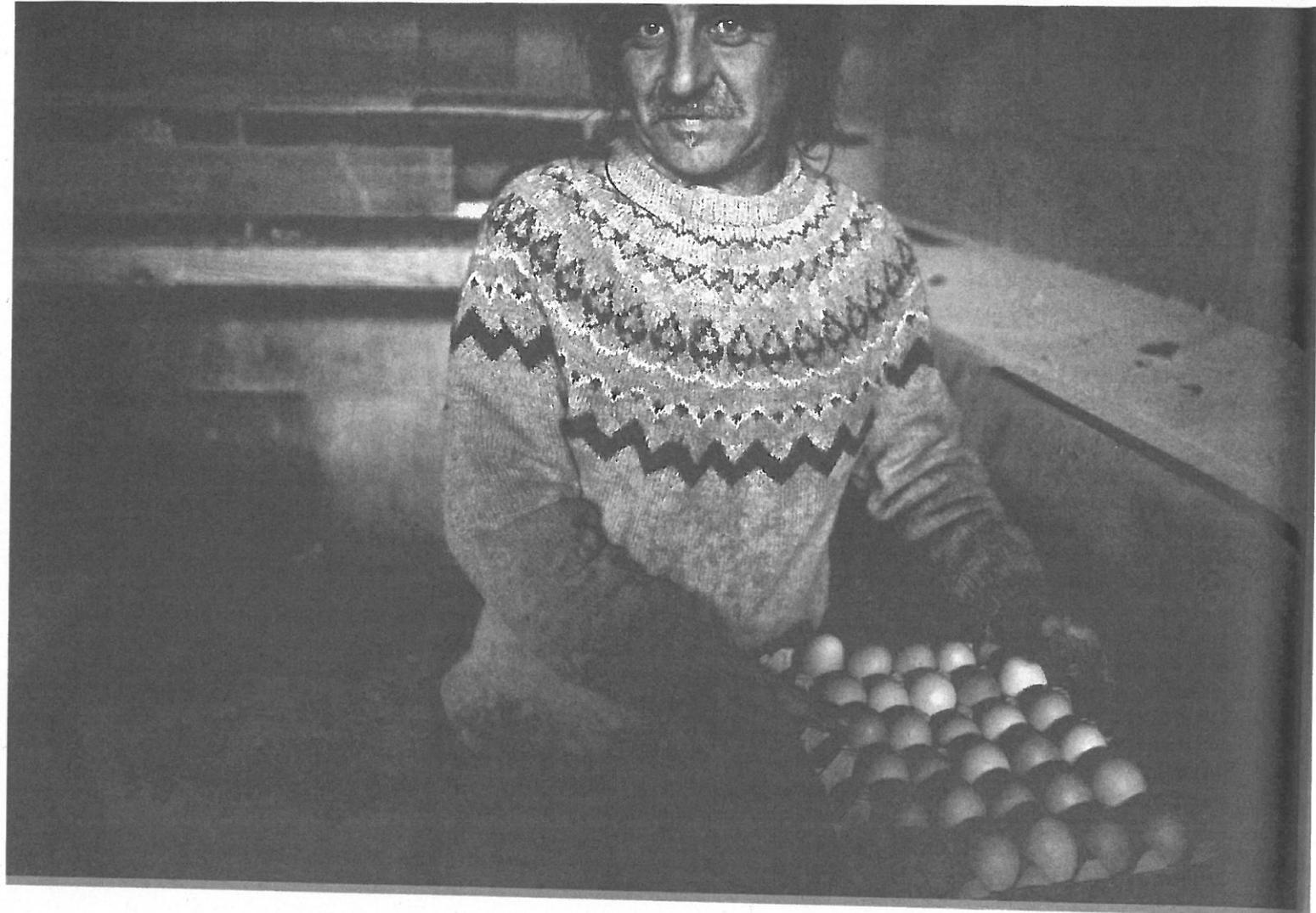


lui, les Amaps s'affirment comme un refus net de la grande distribution. « Avec le terme d'amapien, il y a un rejet du mot consommateur, estime-t-il. Il y a une volonté de se différencier de la consommation. On en a marre de pousser le caddie! Les gens ont un souhait d'authenticité et de contact. » C'est pour défendre cette position qu'il a accepté de participer à une réunion d'Inter Bio, une structure qui regroupe tous les acteurs de la filière de la région. Du réseau Biocoop aux supermarchés U, des producteurs intensifs de bio au petit paysan, sans oublier les Chambres de commerce et d'agriculture. L'objectif: « analyser et développer le marché des produits biologiques », en particulier dans les cantines scolaires, l'Eldorado actuel du « bio ». Réaliser aussi « des études de marché sur les potentialités de développement de certaines filières de produits ». Avec l'allure d'un vendeur de machines à sous pour casinos, un spécialiste en marketing « alternatif » est venu déli-

vrer les bonnes méthodes pour capter le pouvoir d'achat du nouvel « alter-consommateur ». En opposition, Patrice Hurel, accompagné de Pierre-Anne Menant (producteur de pommes) a défendu son point de vue: un réseau horizontal et à petite échelle, un équilibre consommateur/producteur et de l'indépendance vis-à-vis de la grande distribution, des organismes certificateurs et des Chambres d'agriculture... Deux visions politiques inconciliables: « Ils ne comprenaient même pas pourquoi je tenais à faire venir un paysan! », s'indigne-t-il en sortant d'une réunion.

Si le collectif Amap 44 s'oppose aux organisations telles qu'Inter Bio, c'est – soi-disant – dans un souci d'indépendance. Pourtant, la volonté d'autonomie des Amaps semble s'évaporer lorsque la mairie nantaise leur propose, dans un souci de « démocratiser le bio autant que possible », d'utiliser les écoles primaires comme points de distribution. Le collectif





accepte la proposition comme une « initiative innovante qui offre de nombreuses possibilités, très en phase avec les valeurs des Amaps ». Certains amapiens plus scrupuleux s'interrogent sur l'utilisation politique qui pourrait être faite de leur Amap par la Mairie. Face à cette inquiétude, Patrice Hurel se veut rassurant :

Une nouvelle piste pour créer des solidarités effectives...

« Les nouvelles associations rencontrent de vrais problèmes pour trouver un point de distribution à Nantes. Évidemment, ça sert la mairie, mais ça nous sert aussi. Au bout du compte, on n'est pas dupes de cette manœuvre ». Les Amaps doivent maintenant rester vigilantes. Quelles contre parties la Mairie va-t-elle leur demander ? Qui donnera les autorisations et à quelles conditions ? Des questions d'autonomie qui risquent de se poser régulièrement aux Amaps. Et pas qu'à Nantes.

Autre défi pour les Amaps : renouer une confiance vis-à-vis des producteurs. Notre modèle d'agriculture industriel nous a rendus méfiants envers des producteurs et des produits trop souvent saturés d'engrais et de pesticides. Pour Patrice Hurel, les Amaps ont ici un rôle à jouer pour recréer une confiance, sans label ni certification : « Le contact direct permet de se passer d'une certification bio des producteurs. C'est seulement avec une certaine transparence que nous retrouverons une confiance envers les producteurs. » La charte ne dit pas autre chose : « La recherche de la transparence dans les actes d'achat, de production, de transformation et de vente des produits agricoles » est un principe.

Mais la transparence, dans un mode d'organisation où seuls les producteurs ont à rendre des comptes, pose question. Certains, comme Yvan, un éleveur de la région rennaise, y voient une nouvelle forme de contrôle et un transfert de pouvoir au consommateur : « Ça ne fonctionne que dans un sens. Et après tu te retrouves avec des consommateurs qui se permettent des réflexions sur tes méthodes. » Chaque adhérent d'une Amap est susceptible de connaître les revenus du producteur, ses façons de travailler, ses horaires... La réciproque n'existe pas. Refusant ce regard intrusif des consommateurs sur



son travail, et ce déséquilibre entre le producteur et le consommateur, Yvan a préféré quitter les Amaps. N'en déplaise aux enthousiastes, les objectifs inscrits dans la charte des Amaps ne s'atteignent pas si facilement. Ce n'est pas seulement la production intensive qui est à questionner, ni la grande distribution. Le chantier semble encore plus grand. C'est une autre forme d'organisation sociale qui est à imaginer pour décloisonner les rôles auxquels notre modèle économique nous a assignés.

LA LUTTE EST DANS LE PANIER

Les Amaps seraient donc aux prises avec une lutte interne. Une lutte qui ne dit pas son nom, invisible et omniprésente : un tir à la corde entre l'Amap comme nouveau moyen de consommation convivial et branché et l'Amap comme remise en cause du système de distribution et de production, une nouvelle piste pour créer des solidarités effectives et sortir des rôles définis. D'après Patrice Hurel, l'élément qui départagera les deux tendances sera la pédagogie. « Dans la charte, il est dit qu'on doit aller chez le producteur, voir comment ça pousse. Mais c'est surtout un prétexte pour voir ce que c'est qu'être paysan, pour mieux comprendre ce monde. Quand tu vas chez eux et qu'ils te disent combien ils gagnent, tu modifies ta vision du producteur. En ce moment, les paniers sont moins fournis. Les gens ne comprennent pas pourquoi. Ils ont oublié qu'il a fait froid en janvier... » Souvent urbains, les amapiens apprennent qu'il existe d'autres légumes que la courgette, comme le chou chinois ou la blette, qu'une carotte est pleine de terre et qu'elle a une autre forme que celle du supermarché. Ils sont obligés de comprendre que des récoltes peuvent être perdues, qu'il n'y a aucune garantie que la saison soit à la hauteur de leurs espérances. Mais aussi que les légumes ne poussent pas « tout seuls », qu'il y a des gens derrière, des paysans avec qui ils partagent un destin commun : celui qui va du champ à leurs assiettes. Les consommateurs sont censés être solidaires avec le producteur dans les aléas de la production. Et donc pâtir ensemble des mauvaises récoltes ou partager les fruits des bonnes années.

La réalité est parfois bien différente. Au-delà de ces amapiens qui viennent récupérer leurs paniers en 4x4, certains mangeurs gardent de vieux réflexes de consommateur de grande surface. « Trop de pommes de terre, pas assez bonnes » : un amapien en a assez et le fait savoir

très vertement à la maraîchère, touchée dans son amour propre. Il aurait très bien pu être au guichet d'un service après-vente : c'est lui qui paye, c'est lui qui décide. L'un des enjeux des Amaps n'est-il pas aussi de casser les rapports de domination ?

Pour Laurent, membre de la Coopérative participative, la problématique repose sur la « transformation de la relation marchande en coopération. Comment tu passes de consommateur à amapien ? Ou à autre chose ? Comment tu transformes ce lien de producteur à consommateur, comment sortir de cette relation de client ? Et c'est un travail à l'œuvre sans que les gens en aient conscience. En plus, tout reste à inventer. Face à nous, il y a un désert ». Mais qui va « inventer » ces nouvelles relations producteur/consommateur ? Les spécialistes en marketing embauchés par Inter Bio ? Les consommateurs qui adhèrent aux Amaps parce qu'elles sont pratiques, *tendance*⁴, ou pour se donner bonne conscience ? Les quelques producteurs industriels qui écoulent leur surplus en Amap ?

Comme le remarque le collectif Amap 44 dans son bilan, « le risque est grand de banaliser cette démarche en la réduisant à sa partie visible : le contrat entre un producteur et des consommateurs, un lieu de distribution. » Mais Laurent modère cette inquiétude : « Les Amaps sont des lieux dans le "faire" et pas dans le discours. Certains producteurs seraient morts sans le soutien des Amaps ». Agir, plutôt que parler, quitte à ce que la majorité des amapiens n'aient pas – encore – conscience des enjeux intrinsèques à ces associations.

Les Amaps sont à la croisée des chemins. D'un côté, des dérives déjà visibles ici et là qui peuvent vider le concept de son sens : l'opportunisme de certains « mangeurs », la récupération par les logiques de l'industrie ou du commerce, le désengagement des amapiens ou des producteurs, une fédéralisation bureaucratique... De l'autre, un espace commun ouvert où se fertilisent les nouveaux rapports entre ceux qui partagent les travaux et les fruits de la terre. Pour que les Amaps ne deviennent pas une nouvelle institution neutralisante, amapiens et producteurs ont tout intérêt à s'investir dans ce combat pour faire évoluer ces partenariats en une réelle force d'action et d'union. Comme nous le disait un copain paysan, producteur en Amap, nul ne sait ce que ces Amaps vont donner comme fruits. Elles viennent juste de sortir de terre. ✨

4. Le magazine *Elle* à table nous invite par exemple à « shopper local » grâce aux Amaps.

